

A L'HEURE OÙ ENFIN LE TRISTE CARNAVAL qui avait vu jusqu'alors les hypocrites de tous bords donner le « La » des débats, baliser le terrain du discours, s'imposer comme les interlocuteurs privilégiés de la contestation, de la négociation, à l'heure où enfin les masques tombent et où chacun est sommé de jouer carte sur table*, nous tenons à rappeler quelles sont les nôtres** :

* Sans couilles ni bards
** Les cartes pas les tables, ni l'étable d'ailleurs, cependant si Descartes sur table, alors René est dessous.

Nous soutenons évidemment la lutte dans ses actuelles modalités d'action : les piquets de grève bloquant l'université.

- À ceux qui y voient la mort de la faculté, nous répondons qu'à bien des égards nous pensons la même chose d'eux et qu'il est aisé de reporter la responsabilité de la mort de l'université à ceux qui justement condamnent les réformes qui produisent ce résultat.

- A ceux qui revendiquent la liberté d'étudier, nous affirmons douter du caractère émancipateur de leurs études s'ils étaient assez stupides pour s'y croire libres.

- A ceux qui sont dans le mouvement parce qu'ils voudraient sauver l'université, nous répondons que l'université ne doit pas être sauvée, mais reconstruite, repensée, réinvestie sur de nouvelles bases qu'il reste à définir ensemble.

ILS SONT NOMBREUX LES MOUVEMENTS QUI NE LAISSENT DERRIÈRE EUX QUE LES RUINES D'UNE LUTTE QUI CHAQUE ANNÉE NE CESSE DE VOIR ENVAHIE PAR SES CHAROGNARDS, ceux qui pendant la lutte n'avaient aux lèvres que l'hymne creux du retour au travail, et qui dès lors que l'usine est rouverte ricanent et pérorent sur ceux qui l'avaient fermée. Si ces petits travailleurs à la croix de bois s'agitent tellement à la fin des mouvements, c'est qu'ils veulent avoir le dernier mot. Nous leur laissons cette logique de vainqueurs, ils ne sont de toute façon que les winners de leur propre aliénation, cons-vaincus qu'ils sont d'être de « bons élèves » s'exhibant partout où c'est possible, partout où il y a bon à prendre (et non à apprendre) dans cet ordre nouveau de l'économie du savoir. Leurs derniers mots ne sont que la hargne égoïste de s'en tirer à bon compte, à meilleur compte, à tout prix.

NOS TEMPS QUASI-FASCISTES

n'empêcheront pas que des comités prolifèrent contre leur morale et leur sécurité. Que ces comités pullulent et vivent sans se mififier, qu'ils évitent de sacrifier la libre parole à l'urgence de la décision, qu'ils évitent de se fixer inutilement puisque leur force tiendra de ce que chacun sera leur intelligence agissante, et surtout qu'il ne se fantasmant pas minorités agissantes : une minorité n'est jamais véritablement agissante que sur et pour elle-même, tout idiote subversif prétendant parler au nom des autres étant par essence plus que suspect. Faisons que le temps viennois où ces comités élémentaires trouveront les lieux, les moyens et les armes de leur unité opérationnelle. Lorsqu'ils auront contribué à imposer le seul terrain qui vaille : « à qui profite le crime ? », alors les situations se chargeront d'elles-mêmes de produire le détail des instructions tactiques.

Pas vu à la télé ni dans Le Point !

- A ceux qui trouvent qu'il manque du monde dans les actions et les manifestations, nous posons la question suivante : demandez-vous du monde pour réfléchir et agir collectivement, ou simplement de la main d'œuvre pour remplir les rangs ?

- A ceux enfin qui trouvent l'organisation de la lutte trop centralisée et qui ne s'y reconnaissent pas, à ceux qui ne veulent plus déléguer la lutte à une élite de professionnels, nous suggérons de créer partout dans la faculté, à l'intérieur de leurs départements, des groupes de discussion et de travail, et d'en faire connaître les résultats.

Car aussi centralisée soit-elle, l'organisation actuelle de la lutte n'a rien de totalitaire ni de répressif et n'empêche nullement la tenue de ce type de réunions, elle sait bien que c'est là que se joue la richesse d'une contestation.

IL NE S'AGIT DONC ÉVIDEMMENT PAS DE CHERCHER À AVOIR LE DERNIER MOT, AUSSI IL IMPORTE IMPÉRIEUSEMENT QUE CERTAINES HABITUDES AYANT VU LE JOUR AU COURS DE L'ACTUELLE LUTTE SOIENT POURSUIVIES : UNE TRIBUNE HEBDOMADAIRE, DES AG D'UFR OÙ ÉTUDIANTS, ENSEIGNANTS ET PERSONNELS SONT INVITÉS À PARLER ENSEMBLE.

LES AG SONT NÉCESSAIRES MAIS PAS SUFFISANTES. Que se créent ainsi des « comités » par UFR, par département, ou par affinités, dans lesquels le débat théâtral laisse place aux palabres, où la prise de parole ne relève plus de l'exercice de style viriliste mais d'un partage effectif puisque débarrassé peu à peu de toute sorte de pressions.

Où personne ne risque rien, chacun peut tout engager.

Où nul n'a rien à prouver à personne, tous peuvent démontrer à tous.

Où il n'y a pas d'enjeu, tout peut être mis en jeu.

Où l'on n'est pas condamné à s'entendre, on apprend à s'écouter.

Où l'atmosphère n'est pas pacifiée, l'ambiance est apaisée.

Où rien n'est modéré, RIEN N'EST MODÉRÉ !

AUJOURD'HUI APRÈS TROIS MOIS DE LUTTE DONT DEUX MOIS DE PIQUETS DE GRÈVE, LA MOBILISATION DES ENSEIGNANTS ET DES ÉTUDIANTS CONTRE LES RÉFORMES DE L'UNIVERSITÉ CONTINUE, ET LE GOUVERNEMENT, LOIN D'ÊTRE « SOURD À NOS REVENDEICATIONS », S'EN CONTRE-FICHE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.* Il nous faut voir à quel point l'institution a été remise en cause ces derniers temps. Par la destitution du Président de l'UTM, par la remise en cause de la logique des examens, par la démission d'enseignants de leurs fonctions administratives, etc.. Nous vivons un instant privilégié où il est possible de transformer l'université en profondeur. Aujourd'hui, si nous sommes en lutte, c'est parce que des personnes, non contentes de penser et d'agir à notre place, s'accrochent désespérément à des pouvoirs que nous ne leur reconnaissons plus !
Ne réclamons rien à personne car c'est le meilleur moyen d'être déçus.

APPEL A GATEAU ET à LA PiOché

*Ici à l'UTM, comme dans d'autres universités de France, le seul débat réellement mené en assemblée générale est celui du « blocage » ou du déblocage, et récemment celui de savoir si les examens doivent être, ou non, tenus, malgré un semestre presque entier sans contenu pédagogique. Nous affirmons que ces débats sont dus au chantage fait par le président et, à travers lui, l'Etat, et qu'ils sont entretenus par ceux qui ne veulent pas réellement lutter ou ceux qui n'ont pas encore compris qui nous avons en face. Ils sont annexes et cachent les réelles questions de fond que nous devrions tous, en tant qu'étudiants et personnels, nous poser : **contre quoi et pour-quoi luttons-nous ?***

LE MOUVEMENT ACTUEL EST ENTRÉ DANS UNE NOUVELLE PHASE : NOMBREUX SONT CEUX QUI VOUDRAIENT Y VOIR UNE PHASE TERMINALE. NOUS Y VOYONS AU CONTRAIRE L'OCCASION DE RENFORCER LA CONTESTATION QUI EST LA NÔTRE ET PEUT-ÊTRE MÊME PLUS ENCORE DE L'APPROFONDIR POUR LUI DONNER ENFIN LE CARACTÈRE INFINIMENT POLITIQUE QUI LUI A MANQUÉ.

Aujourd'hui, ministères, médias et administration parlent de concert d'un retour à la normale si ce n'est imminent, au moins, nous dit-on, très fortement souhaité par la « communauté universitaire ». Hier une assemblée générale de personnels-enseignants votait une motion dont les motifs appelaient très clairement à la fin de la grève dans ses actuelles modalités d'action, rejoignant une énième fois le refrain du « faisons grève tout en faisant cours ». Dans cette même assemblée, une enseignante soumise au dictat d'un réalisme raisonnable, le dos voûté sous le poids de sa pensée tristement consensuelle, déclarait que s'il y avait un désengagement de l'Etat dans les universités, alors il ne fallait pas rechigner à faire appel à des capitaux privés. Hier encore un président d'université acceptait de présider une commission dont l'objectif était de réfléchir à la bonne mise en place de la future et très contestée mastérisation des concours, commission dont nous connaissons aujourd'hui, avant même qu'elle n'ait commencé à travailler, les résultats !

Non ! Le temps dans lequel nous entrons n'est pas celui de la mise au pas, mais celui, salubre, de la tombée des masques, de la clarification des lignes qui nous partagent, en un mot, le début d'un véritable conflit qui se nourrit de ses différences pour bousculer les habitudes de

lutte et jouer sur des terrains où on ne l'attendait plus. Jusqu'à présent les uns avec les autres, nous n'avons fait que suivre le parcours prévu de la manifestation, nous avons sans cesse lissé nos divisions dans l'illusion de trouver un plus petit dénominateur commun derrière lequel nous pourrions tous sourire et se serrer la main. L'actuelle tournure des événements ne nous laisse plus le choix : si nous voulons être à la hauteur de l'attaque portée par le gouvernement ainsi que par ceux qui le représentent localement au sein d'une administration, d'une AG de personnels et d'enseignants, d'une AG d'étudiants, alors nous allons devoir enfin penser cette lutte de l'intérieur avant de chercher à tout prix à se faire entendre par les autres.

* Après concertation nous nous sommes entendus sur cette formule polie. Furent également nommés : « il s'en pourlèche les testicules », et « s'en tamponne le zgeg » (NDR).

Il y a un grand écart intenable entre les récents événements internes à la lutte, et les actions que nous mettons en place pour faire sortir le problème des universités. Avant de chercher à se faire entendre encore faut-il avoir des choses à dire, et se demander comment ce que nous disons de l'université se retrouve dans tout ce qui se dit et se fait dans, à propos et au nom de l'université.

Qu'avons-nous à dire de la privatisation de l'université quand certains d'entre nous, dans le but de reprendre les cours, sont capables de la défendre comme une possible alternative à un désengagement de l'Etat? Quelle contestation face aux réformes actuelles pouvons-nous espérer quand la présidence de notre université œuvre dans le même moment à leur mise en place, obligeant certains personnels favorables au mouvement à faire tourner la machine malgré eux ?

Bien sûr qu'il faut aller jusqu'au bout ! Bien sûr qu'on ne peut pas s'en remettre à quelques personnes, à quelques structures ayant déjà prouvé leurs limites, qui seules jugeraient opportun ou non de continuer la lutte !

La « communauté universitaire » n'existe pas! Pour qu'il y ait communauté, il faudrait que nous ayons quelque chose en partage, or il est clair à présent qu'avec nombre d'enseignants et d'étudiants nous ne partageons rien, pas même l'amour du savoir – nous n'aimons pas le même ; pas même la « mission » de l'université – leur mission n'est rien d'autre qu'une sou(s)mission, là où nous voulons voir une émancipation pour tous.

Nous qui luttons aujourd'hui, nous voulons dire qu'il est absolument nécessaire de se rendre compte que c'est une guerre à mener sur deux fronts dans laquelle nous nous sommes engagés : bien sûr que le gouvernement fait partie des belligérants mais ce serait une erreur à la fois théorique et tactique de ne pas voir aussi celui qui agit de l'intérieur, celui qui justement parle de « communauté universitaire » pour masquer son vrai visage : le visage d'un égoïsme universitaire porté par les petits policiers du savoir, par les autruches savantes qui jouent hélas le jeu, suicidaire pour la pensée mais si profitable à court terme pour qui s'y vend, de la performance individuelle, du résultat, de la prime, et de l'évaluation la plus brutale.

Nous savons que s'il importe de s'opposer à ces réformes, c'est en outre parce qu'elles légitiment et accélèrent tout simplement ce qui existe DEJÀ. Pas seulement parce qu'elles ne sont que le fruit d'autres avant elles, mais aussi parce que ce qu'elles véhiculent a été profondément intériorisé par les acteurs mêmes de l'université. Si nous contestons le devenir de l'université, c'est à la fois contre les lois qui l'encaissent en place, ceux qui les font encore que ceux

**LA « COMMUNAUTÉ
UNIVERSITAIRE »
N'EXISTE PAS !**

Si nous nous bâtons contre la pièce, il faut aussi empêcher les acteurs de jouer !

De ce point de vue l'occupation de l'administration du lundi 20 avril est exemplaire. On a voulu faire passer l'occupation de la présidence pour une action purement formelle, un coup d'éclat sans consistance organisé par une bande d'agités. On veut dissocier forme et contenu. Or la forme, c'est le contenu. C'est ce qui a inquiété et inquiète encore, car ce qui s'est affirmé, c'est la volonté d'appropriation de l'université par ceux qui la font. A L'EXPROPRIATION PARTICULIÈRE UNE SEULE RÉPONSE : L'APPROPRIATION COLLECTIVE. À cette appropriation du contenu correspond la nécessité de définir une forme nouvelle pour une université qui refuse la marchandisation, l'externalisation et la précarisation. Une université qui va des cuisines à la présidence, de l'entretien des locaux à l'organisation des colloques, des étudiants aux professeurs, des secrétaires au président lui-même.

Aussi ne faut-il pas s'en remettre à des facteurs qui nous échappent quotidiennement pour apprendre un beau matin que tout est fini. Ce qu'on veut mettre en place, sur les fondations du rejet de la LRU, c'est à nous tous d'en parler, et de le construire maintenant !

Nous ne nous bâtons pas simplement pour un retrait. Nous nous bâtons au contraire pour une véritable percée dans cette bulle concurrentielle, individualiste et aliénante qui nous contient depuis trop longtemps. Nous nous bâtons pour l'autonomisation de tous ceux qui contribuent à la découverte et à la transmission des savoirs, dont font partie intégrante les étudiants et les BIATOSS.

Un regard un peu ample, et la sainte trinité se montre à nouveau dans toute sa nudité : dieux, marchés, et autocraties « représentatives » se justifient et se nourrissent les uns les autres en une même figure de la transcendance qui n'offre aux processus de la priva(tisa)tion qui les organisent, comme action citoyenne « réaliste » et pleine de « bon sens », que la soumission brutale ou la servitude volontaire. La violence crasse est la vérité de cette trinité, la violence symbolique son processus, la tyrannie de la majorité silencieuse son instrument et son droit.

Si nous nous bâtons contre la pièce, il faut aussi empêcher les acteurs de jouer !

De ce point de vue l'occupation de l'administration du lundi 20 avril est exemplaire. On a voulu faire passer l'occupation de la présidence pour une action purement formelle, un coup d'éclat sans consistance organisé par une bande d'agités. On veut dissocier forme et contenu. Or la forme, c'est le contenu. C'est ce qui a inquiété et inquiète encore, car ce qui s'est affirmé, c'est la volonté d'appropriation de l'université par ceux qui la font. A L'EXPROPRIATION PARTICULIÈRE UNE SEULE RÉPONSE : L'APPROPRIATION COLLECTIVE. À cette appropriation du contenu correspond la nécessité de définir une forme nouvelle pour une université qui refuse la marchandisation, l'externalisation et la précarisation. Une université qui va des cuisines à la présidence, de l'entretien des locaux à l'organisation des colloques, des étudiants aux professeurs, des secrétaires au président lui-même.

Aussi ne faut-il pas s'en remettre à des facteurs qui nous échappent quotidiennement pour apprendre un beau matin que tout est fini. Ce qu'on veut mettre en place, sur les fondations du rejet de la LRU, c'est à nous tous d'en parler, et de le construire maintenant !

Nous ne nous bâtons pas simplement pour un retrait. Nous nous bâtons au contraire pour une véritable percée dans cette bulle concurrentielle, individualiste et aliénante qui nous contient depuis trop longtemps. Nous nous bâtons pour l'autonomisation de tous ceux qui contribuent à la découverte et à la transmission des savoirs, dont font partie intégrante les étudiants et les BIATOSS.

Par groupes ou comités, il faut se réapproprié les décisions, les prendre collectivement, s'affranchir des logiques socialement destructrices, s'auto-organiser pour vaincre l'exploitation, se libérer des chaînes fictives de la nécessité, manger la carotte et briser le bâton !

Nous ne voulons pas d'une université statique et conservatrice. Nous ne voulons pas non plus d'une énième réforme qui laisserait l'université intacte dans ses tendances bourgeoises et élitistes... Ces fondements empêchent un accès égalitaire au savoir, reproduisent les divisions sociales entre étudiants, personnels et non-universitaires, et morcellent les connaissances afin de répondre toujours mieux aux exigences entrepreneuriales imposées par le système capitaliste.

Ce que nous voulons, c'est une université qui soit un lieu pour la production collective et dynamique d'un savoir émancipateur.

Par groupes ou comités, il faut se réapproprié les décisions, les prendre collectivement, s'affranchir des logiques socialement destructrices, s'auto-organiser pour vaincre l'exploitation, se libérer des chaînes fictives de la nécessité, manger la carotte et briser le bâton !

AINSI NOUS RÉAFFIRMONS QUE LA PENSÉE EST LE FRUIT D'UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE (TANT POUR L'ENSEIGNEMENT QUE POUR LA RECHERCHE) ET SOMMES FORCÉS DE CONSTATER L'ABSOLU (POIL AU CUL) RÉGNE DU CONTRAIRE (POIL AU DERRIÈRE) : le mépris ouvert de certains éminents professeurs pour leurs propres étudiants, étudiants auxquels on a fait ingurgiter à la hâte un module d'enseignement pour les évaluer aussitôt après, sans qu'ils aient eu le temps ni de dire ouf (poil à la ...) ni de comprendre - semestrialisation oblige ; le jeu pervers de la singularité intellectuelle soumise à la cotation des revues et des publications d'articles ; l'effacement lors de soutenances de thèses devant des questions parfois posées par le jury sans rapport aucun avec le sujet de la recherche, voire l'animosité intellectuelle du Maître pour l'élève...

NOUS CONCEVONS ET DÉFENDONS UNE AUTRE UNIVERSITÉ EN TANT QUE LIEU MÊME D'UN SAVOIR ÉMANCIPÉ ET ÉMANCIPATEUR FONCTIONNANT SUR L'INTIME CONVICTION QUE LA SCIENCE NE PEUT PROGRESSER QUE PAR SON EXPOSITION AUX

CRITIQUES IMMÉDIATES DES CONFRÈRES QUI EN ÉPROUVENT LA VALIDITÉ, MARQUE LA PLUS ÉVIDENTE DE LA DIMENSION COLLECTIVE DE L'INTELLIGENCE TANT À L'INTÉRIEUR DE CHAQUE DISCIPLINE QU'ENTRE TOUTES LES DISCIPLINES. L'archi-évaluation, concept-pilon de la nouvelle loi, affirme l'évidence inverse comme garantie du maintien de l'ordre sur ce marché du savoir qu'est devenue l'université, de la nouvelle foire d'empoigne soft - moi, ma spécialisation et mes performances sur le marché - mais d'autant plus cruelle que toute critique et toute polémique en auront été chassées, c'est-à-dire réduites à la fonction critique consensuelle, colloquante et académique.

LA FONCTION CRITIQUE FAIT PLACE À LA FICTION CRITIQUE, pour laisser opérer des rapprochements manifestes entre savoir et pouvoir et asservir le premier au second.

En cela, nous sommes à la fois opposés à la LRU ainsi qu'aux réformes qui en découlent, à ceux qui voudraient revenir à l'université d'avant cette loi, et à ceux qui nous clament « une réforme oui, mais pas celle-là ». Une université ne peut être détachée du monde dans lequel elle évolue, elle en est le miroir (Mirail = Miroir en occitan = Avenir en Japonais), c'est pourquoi nous appelons à réfléchir à quelle université nous aspirons, mais surtout dans quel monde...

L'accélération du démantèlement de l'université publique et laïque, de l'hôpital, etc. (cf. les millions de tract dont nos poches se remplissent lors de chaque manif...) intervient après 35 ans de chômage structurel et de néo-libéralisme. Pour contrer cette logique globale du nouvel âge du capitalisme, nous devons mettre un terme aux mystifications et au fatalisme qui régissent les rapports sociaux.